



Le patrimoine économique national en 2016 Une nette augmentation

Fin 2016, le patrimoine économique national net s'élève à 14 023 milliards d'euros, soit 7,7 fois le produit intérieur net de l'année. Il progresse de 3,1 % par rapport à 2015 sous l'effet de la hausse des prix des logements et des valorisations boursières. En 2016, le patrimoine des ménages accélère légèrement (+ 3,2 % après + 2,2 %) à la faveur de la progression des prix de l'immobilier.

Les fonds propres des sociétés non financières progressent quant à eux à un rythme élevé (+ 5,6 % après + 8,1 %). En 2016, comme en 2015, cette croissance s'explique notamment par la poursuite de la hausse du prix des actions ainsi que des prix immobiliers. Les fonds propres des sociétés financières croissent de nouveau fortement.

Enfin, le patrimoine net des administrations publiques continue de diminuer et s'établit à 190 milliards d'euros fin 2016, contre 255 milliards d'euros en 2015.

Ludovic Bourlès et Sylvain Humbertclaude, division Synthèse générale des comptes, Insee,
Clément Poivet, direction générale des Statistiques, Banque de France

Fin 2016, le patrimoine économique national net (*définitions*) s'élève à 14 023 milliards d'euros, soit l'équivalent de 7,7 fois le produit intérieur net de l'année (*figure 1* ; *encadré 2*). Il accélère nettement après une légère augmentation en 2015 (+ 3,1 % après + 1,2 % ; *figure 2*). Cette reprise est portée par la hausse du patrimoine non financier (+ 3,2 %), due en premier lieu à l'accélération du patrimoine en terrains bâtis, logements et autres constructions. Les actifs et les passifs financiers (*définitions*) augmentent respectivement de 3,8 % et 3,9 %, après respectivement + 5,0 % et + 5,1 % en 2015. Le solde du patrimoine financier net s'établit à - 163 milliards d'euros en 2016.

Le patrimoine des ménages est porté par l'immobilier

Le patrimoine net des ménages (*définitions*) s'établit à 11 145 milliards d'euros à la fin 2016, soit 8,3 fois leur revenu disponible net de l'année (*figure 1*). Il accélère quelque peu (+ 3,2 % après + 2,2 % en 2015), du fait notamment de la hausse des prix de l'immobilier (*définitions*). Cette évolution est calculée

après neutralisation de l'impact sur le patrimoine des ménages de la réévaluation des actifs des sociétés d'assurance qui résulte de la réglementation « Solvabilité II » (*encadré 1*).

En 2016, la valeur du patrimoine en constructions et terrains progresse de 3,1 % après une hausse de 1,0 % en 2015. Elle est soutenue par la hausse des prix de 2,0 % en 2016 après une baisse de 0,1 % en 2015 pour les logements anciens et par le dynamisme de la construction neuve : le nombre de logements commencés en cours d'année s'accroît de 9,7 % en 2016, après une baisse de 0,7 % en 2015.

Au total, l'ensemble des actifs non financiers des ménages, qui constitue les deux tiers de leur patrimoine total, accélère : + 3,2 % (après + 1,0 % en 2015). Cette croissance reste toutefois inférieure au taux de croissance annuel moyen entre 2004 et 2014 (+ 3,8 % ; *figure 3*).

Les modalités d'évaluation des montants détenus sur les contrats d'assurance-vie, qui constituent une fraction importante du patrimoine des ménages, ont été modifiées par la mise en place en 2016 du régime prudentiel « Solvabilité II » qui conduit à comptabiliser désormais les montants d'assurance-vie en

valeur de marché. Il en résulte une croissance comptable très forte des actifs des ménages en assurance-vie : + 15,3 % en 2016 (après + 3,9 % en 2015). En neutralisant l'impact de ce changement de méthode, l'augmentation des actifs des ménages en assurance-vie est de 3,1 %, comme celle du total de leurs actifs financiers (*figure 3*).

S'agissant des autres types de produits financiers, les placements bancaires s'intensifient, l'encours en numéraire et dépôts progressant de 4,1 % après + 3,4 % en 2015. Les ménages favorisent les plans d'épargne-logement. L'encours des actions et parts de fonds d'investissement décélère (+ 2,9 % après + 8,0 %). Les ménages bénéficient d'une valorisation des actions en 2016 (l'indice boursier SBF 120 progresse de 4,7 % en 2016 après + 9,0 % en 2015) tandis que le flux d'acquisition net est légèrement négatif. Les ménages continuent de se détourner de la détention directe de titres de créance (- 5,2 % après - 14,5 %).

Du côté des passifs, l'encours de crédits obtenus par les ménages augmente de 4,3 %, après + 3,1 % en 2015. En effet, la hausse de crédit reste portée par la hausse

des prix et des transactions de logements (les ventes de logements anciens évoluent de +5,9 % après +14,8 %). Au total, hors impact du changement de méthode comptable des avoirs d'assurance-vie, le patrimoine financier net des ménages décélère : +3,4 % après +4,7 % en 2015.

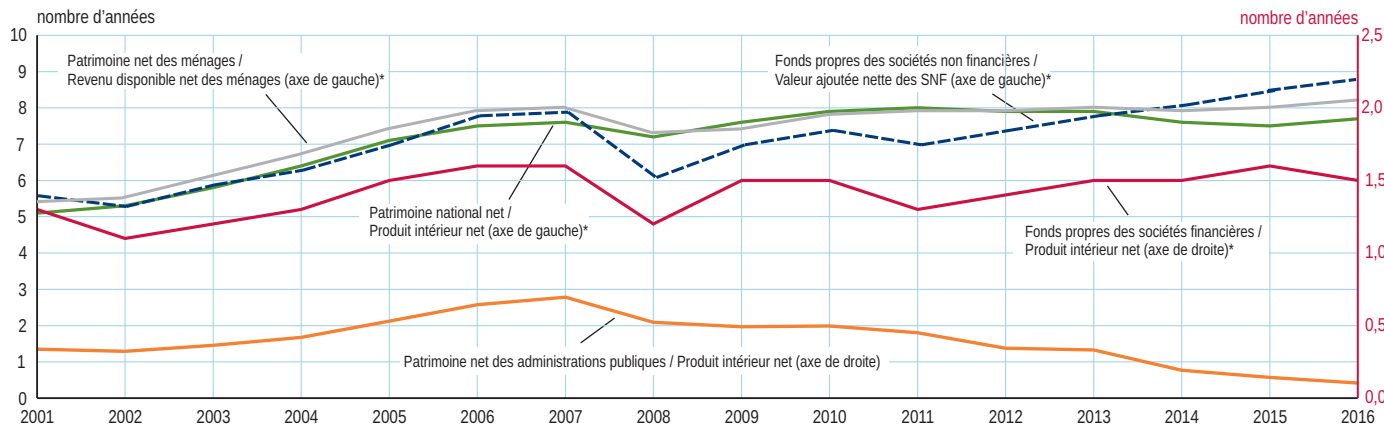
La hausse des fonds propres (non consolidés) des sociétés non financières reste soutenue

La valeur nette des sociétés non financières (SNF ; *définitions*) augmente en 2016 : +6,2 % (après +3,0 % en 2015) ; elle atteint

2 321 milliards d'euros. L'ensemble de leurs actifs progresse un peu plus vite que leur passif (respectivement +4,9 % et +4,6 % en 2016).

Le patrimoine non financier des SNF accélère en 2016 (+3,9 % après +1,8 %). D'une part, la reprise de l'investissement se poursuit en 2016 (+4,4 % après +3,0 %), en particulier

1 Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques



* La mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture entre 2015 et 2016 pour les séries marquées d'une astérisque.

Lecture : fin 2016, le patrimoine national net représente l'équivalent de 7,7 années de produit intérieur net.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2010.

2 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2016

	en milliards d'euros					en %	
	Ensemble de l'économie nationale	Ménages ⁽¹⁾	Sociétés		Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
			non financières	financières		2014-2015	2015-2016
Actifs non financiers (ANF)	14 186	7 507	4 457	270	1 952	1,1	3,2
Constructions et terrains	11 254	6 816	2 563	210	1 665	0,6	2,9
Logements	4 362	3 580	680	41	61	1,8	1,8
Autres bâtiments et génie civil	1 948	166	783	64	935	-1,3	0,1
Terrains bâtis	4 944	3 070	1 100	105	669	0,4	5,2
Machines et équipements	611	45	518	15	33	1,7	1,7
Stocks	410	15	370	-	25	1,8	4,0
Autres actifs produits	582	141	301	15	125	2,0	2,6
Autres actifs non produits	1 329	490	705	30	104	3,8	6,8
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	26 943	5 111	7 365	13 199	1 268	5,0	3,8 (*)
Numéraire et dépôts	5 439	1 433	566	3 312	128	3,1	2,9
Titres de créance	3 686	65	52	3 503	66	0,0	4,3
Crédits	4 509	10	1 323	3 059	117	2,7	4,4 (*)
Actions et parts de fonds d'investissement	8 787	1 347	4 412	2 470	558	9,4	5,3 (*)
Actions et autres participations hors titres d'OPC	7 220	1 060	4 273	1 442	445	9,9	5,5
Titres d'organismes de placements collectifs (OPC)	1 567	287	139	1 028	113	6,9	4,2 (*)
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 170	2 006	39	120	5	3,7	2,9 (*)
Assurance-vie	1 920	1 920	-	-	-	3,9	3,1 (*)
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	41 129	12 618	11 822	13 469	3 220	3,6	3,6 (*)
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	27 077	1 473	9 501	13 072	3 031	5,1	3,9 (*)
Numéraire et dépôts	5 825	-	-	5 706	119	4,6	3,8
Titres de créance	4 298	-	641	1 502	2 155	-1,0	3,6
Crédits	4 330	1 275	2 290	445	320	2,5	4,4 (*)
Actions et parts de fonds d'investissement (Passif en actions)	8 233	9	5 749	2 431	44	9,5	5,6
Actions et autres participations hors titres d'OPC	6 710	9	5 749	908	44	10,1	5,5
Titres d'OPC	1 523	-	-	1 523	-	6,9	5,7
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 187	-	-	2 184	3	4,2	3,1 (*)
Assurance-vie	1 931	-	-	1 931	-	3,9	3,7 (*)
Solde des produits dérivés (S)	-29	-	-	-30	1	ns	ns
Patrimoine financier net⁽²⁾ = (AF) - (PF) + (S)	-163	3 638	-2 136	97	-1 762	-	-
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) - (PF) + (S)	14 023	11 145	2 321	367	190	1,2	3,1 (*)
Fonds propres = (Patrimoine net) + (Passif en actions)			8 070	2 798			

1. Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Le patrimoine financier net de l'économie nationale s'élève à -177 milliards d'euros fin 2014, -159 milliards d'euros fin 2015 et -163 milliards d'euros fin 2016.

(*) La mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture de série entre 2015 et 2016. Cet effet est neutralisé dans les évolutions marquées d'une astérisque.

« ns » correspond à « non significatif », « - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2010.

pour les « droits de propriété intellectuelle », notamment dans les branches de l'information et de la communication et des activités spécialisées, scientifiques et techniques ainsi que pour les machines et équipements, en lien avec le dispositif temporaire de suramortissement fiscal. D'autre part, les SNF bénéficient de la forte progression de la valeur des terrains et des logements (+ 3,2 % après + 0,6 % en 2015), qui sont évalués en valeur de marché.

En revanche, les actifs financiers des SNF décélèrent en 2016 (+ 5,5 % après + 10,6 %), principalement en raison de la moindre progression des cours des actions en 2016 qu'en 2015. Ainsi, leur actif en actions évolue de + 7,3 % en 2016, après + 14,4 % en 2015. Les placements sous forme de dépôts des SNF restent dynamiques, même s'ils ralentissent légèrement : + 7,5 % après + 10,7 %. Enfin, l'encours de parts de fonds d'investissement baisse de nouveau en 2016 après une légère hausse en 2015.

Le recours à l'endettement des SNF se renforce en 2016 avec des financements de marché sous forme de titres de créance très dynamiques (+ 7,0 % après + 2,8 %). Les financements sous forme de crédits se maintiennent à un rythme soutenu (+ 4,4 % après + 4,6 %). Le passif en

actions des SNF ralentit : + 5,3 % en 2016 après 10,1 % en 2015 en ligne avec la décélération de l'actif, car les SNF détiennent principalement des actions émises par d'autres SNF dans le cadre de leurs relations de groupe. Au total, les fonds propres (*définitions*) poursuivent leur progression sur un rythme soutenu (+ 5,6 % après + 8,1 %). Ils s'établissent à 8 070 milliards d'euros. En 2016, ils représentent l'équivalent de 8,8 fois la valeur ajoutée nette des SNF.

Les fonds propres des sociétés financières progressent

Le bilan des sociétés financières (*définitions*) est principalement constitué de stocks importants d'actifs et de passifs financiers, dont le solde est faible en comparaison des encours : + 97 milliards d'euros en 2016, soit 0,7 % des encours. En 2016, leur patrimoine net connaît une chute apparente (- 32,6 %) sous l'effet des changements de méthode comptable de l'assurance-vie, qui induisent au passif des sociétés financières un effet symétrique de la revalorisation de l'actif des ménages. Sans cet effet, le patrimoine net des sociétés financières augmenterait de 1,8 % en 2016 (après une baisse de 7,5 % en 2015).

Les actifs non financiers accélèrent en 2016 (+ 5,5 % après + 3,1 %), principalement en raison des effets prix sur la valeur des constructions et des terrains.

En 2016, les actifs financiers des sociétés financières progressent un peu plus rapidement qu'en 2015 (+ 3,5 % après + 2,9 %). L'encours de crédits augmente (+ 4,2 % après + 1,6 %), en raison du dynamisme des crédits aux ménages et aux SNF. Les institutions financières renforcent leurs actifs sous forme de titres de créance (+ 4,8 % après + 0,6 %) grâce à des flux d'acquisition nets positifs et des effets de valorisation légèrement positifs en 2016, alors qu'ils étaient négatifs en 2015. Les placements des sociétés financières en actions et parts de fonds d'investissement ralentissent par rapport à 2015 (+ 4,9 % après + 5,8 %). Ce ralentissement s'explique par des effets de valorisation moins importants malgré le dynamisme des flux d'acquisitions. Le passif des sociétés financières augmente de 4,7 % en 2016 (après + 3,6 % en 2015), et de 3,7 % si on neutralise l'effet du changement de méthode comptable relatif à l'assurance-vie. Le passif en numéraire et dépôts ralentit (+ 3,9 % après + 4,6 % en 2015) malgré l'accélération des dépôts

3 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

	en %											
	Ménages ⁽¹⁾			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	04-14 moy./an	14-15	15-16	04-14 moy./an	14-15	15-16	04-14 moy./an	14-15	15-16	04-14 moy./an	14-15	15-16
Actifs non financiers (ANF)	3,8	1,0	3,2	4,1	1,8	3,9	5,3	3,1	5,5	3,7	-0,7	1,7
Constructions et terrains	4,0	1,0	3,1	3,7	0,6	3,2	4,6	2,6	5,7	3,9	-1,0	1,4
Logements	4,5	1,8	1,7	4,0	2,2	2,3	4,0	2,8	3,1	4,3	0,6	1,0
Autres bâtiments et génie civil	1,7	-1,9	0,2	3,6	-1,0	0,5	5,3	2,8	3,8	3,6	-1,6	-0,5
Terrains bâtis	3,6	0,3	5,0	3,7	0,8	5,8	4,4	2,4	7,9	4,3	-0,3	4,2
Machines et équipements	-0,2	-0,9	-1,3	2,5	1,9	2,1	2,5	5,1	5,7	1,8	-0,1	-1,2
Stocks	1,0	2,9	-2,0	3,3	1,8	4,4	-	-	-	6,1	1,4	1,7
Autres actifs produits	2,7	-1,3	-2,3	3,7	4,0	5,0	4,7	5,2	6,5	2,1	1,2	2,3
Autres actifs non produits	1,9	1,8	6,4	9,0	5,5	7,1	16,3	4,3	3,5	3,5	2,7	7,5
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés, dont :	4,3	4,6	3,1 (*)	4,8	10,6	5,5 (*)	5,7	2,9	3,5 (*)	5,2	0,9	-0,8
Numéraire et dépôts	3,4	3,4	4,1	9,5	10,7	7,5	7,0	1,4	1,9	1,8	12,6	-2,4
Titres de créance	1,1	-14,5	-5,2	1,9	-6,6	-0,3	5,8	0,6	4,8	9,1	-7,2	-6,0
Crédits	5,0	3,9	2,5 (*)	4,3	6,0	5,7	5,6	1,6	4,2 (*)	3,7	-2,1	-2,8
Actions et parts de fonds d'investissement	3,0	8,0	2,9 (*)	5,0	13,8	6,6 (*)	3,6	5,8	4,9 (*)	6,3	-2,2	2,7
Actions et autres participations hors titres d'OPC	3,6	7,2	4,6 (*)	5,5	14,4	7,3 (*)	3,5	5,2	2,7 (*)	6,5	-3,9	1,5
Titres d'OPC	1,6	10,5	-2,2 (*)	-2,2	0,6	-9,3	3,6	6,9	8,5 (*)	5,2	5,4	7,6
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	6,1	3,7	2,9 (*)	1,8	1,1	2,3 (*)	57,8	4,0	5,0 (*)	2,7	1,1	-21,8
Assurance-vie	6,2	3,9	3,1 (*)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des actifs	4,0	2,4	3,2 (*)	4,5	7,0	4,9 (*)	5,7	2,9	3,6 (*)	4,3	0,0	0,7
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés, dont :	4,8	4,2	2,5 (*)	4,5	8,0	4,6	5,5	3,6	3,7 (*)	6,7	2,8	3,0
Numéraire et dépôts	-	-	-	-	-	-	5,6	4,6	3,9	8,0	4,1	-0,6
Titres de créance	-	-	-	6,7	2,8	7,0	7,7	-6,6	1,5	7,1	2,3	4,2
Crédits	6,1	3,1	4,3 (*)	4,1	4,6	4,4	5,7	-7,5	8,7 (*)	4,9	1,2	-1,0
Actions et parts de fonds d'investissement (Passif en actions)	6,5	4,5	4,3	4,5	10,1	5,3	2,1	8,3	6,2	ns	ns	ns
Actions et autres participations hors titres d'OPC	6,5	4,5	4,3	4,5	10,1	5,3	1,9	10,9	7,1	ns	ns	ns
Titres d'OPC	-	-	-	-	-	-	2,2	6,9	5,7	-	-	-
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	-	-	-	-	-	-	6,6	4,2	3,1 (*)	ns	ns	ns
Assurance-vie	-	-	-	-	-	-	6,2	3,9	3,7 (*)	-	-	-
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Patrimoine financier net⁽²⁾	4,1	4,7	3,4 (*)	3,7	0,6	1,6 (*)	23,4	-15,2	1,5 (*)	8,0	4,4	6,0
Patrimoine (ou valeur nette)	3,9	2,2	3,2 (*)	4,7	3,0	6,2 (*)	12,0	-7,5	1,8 (*)	-5,6	-24,5	-25,9
Fonds propres des sociétés				4,5	8,1	5,6 (*)	3,5	4,9	5,3 (*)			

1. Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

(*) La mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture de série entre 2015 et 2016. Cet effet est neutralisé dans les évolutions marquées d'une astérisque.

« ns » correspond à « non significatif », « - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2010.

des placements des ménages et des sociétés non financières (+5,3 % après +5,1 % en 2015), les dépôts entre institutions financières et monétaires ralentissant en 2016. L'encours de titres de créance émis croît de nouveau (+1,5 % en 2016 après -6,6 %). L'encours d'actions et parts de fonds d'investissement ralentit en lien avec les effets prix. Les fonds propres des sociétés financières continuent de croître (+5,3 % après +4,9 %, hors changement de méthode comptable).

Le patrimoine des administrations publiques poursuit sa baisse

Le patrimoine économique net des administrations publiques continue de baisser (-25,9 % après -24,5 %), sous l'effet d'un mouvement de ciseaux entre actifs et passifs financiers.

Le patrimoine non financier des administrations publiques, qui représente 61 % de leurs actifs totaux en 2016, augmente de 1,7 % après plusieurs années de baisse (-0,7 % en 2015 et -1,0 % en 2014). Ce patrimoine est composé pour l'essentiel de bâtiments et de terrains. La valeur de ces derniers augmente en raison d'effets prix positifs. Cette hausse est néanmoins modérée par la contraction des investissements publics en bâtiments et génie civil de 4,9 % en 2016. Toutefois, du fait de livraisons importantes de matériels militaires, la formation brute de capital fixe totale des administrations publiques est stable en 2016, (-0,1 %), après deux années de baisse marquée (-5,5 % en 2014 et -4,3 % en 2015).

Les actifs financiers totaux des administrations diminuent légèrement (-0,8 % après une hausse de 0,9 % en 2015) en dépit de la hausse de leurs avoirs sous formes d'actions et de parts de fonds d'investissement. L'encours des autres placements se replie.

Au passif, les émissions nettes de titres de créance, qui constituent le mode principal de financement des administrations publiques, sont moins importantes en 2016 : +58,2 milliards d'euros après +73,3 en 2015. L'encours accélère cependant (+4,2 % après +2,3 %), en lien notamment avec la légère baisse des taux à long terme qui renchérit la valeur de marché des obligations déjà émises. En effet, le taux des emprunts d'État à 10 ans est passé de 0,99 % fin 2015 à 0,68 % fin 2016. Au total, la dette publique en valeur de marché augmente de 3,0 % en 2016, contre +2,3 % pour la dette publique en valeur nominale, au sens de Maastricht (*définitions*). ■

Encadré 1 La réglementation « Solvabilité II »

La directive « Solvabilité II », entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, change le mode de calcul des provisions techniques qui correspondait jusqu'alors à la valeur actualisée des engagements des assureurs vis-à-vis de leurs assurés. Désormais, ces provisions doivent refléter la valeur de transfert des engagements de l'assureur (c'est-à-dire le montant d'actifs qu'un tiers exigerait pour reprendre les engagements de l'assureur). Ce changement méthodologique a pour effet d'accroître les engagements des assureurs vis-à-vis des ménages d'environ 200 milliards d'euros.

Sources

Les données sont issues des **comptes nationaux** en base 2010. Les **comptes de patrimoine** sont consultables sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2832834>

Définitions

Les comptes de patrimoine recensent les **actifs et passifs** économiques, c'est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers ou non financiers, ces derniers pouvant être le résultat de processus de production ou avoir une origine naturelle. Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d'année, sans consolidation intra et inter-sectorielle. Ainsi, la valeur d'un actif ou d'un passif peut varier d'une année à l'autre même en l'absence de flux nets de transactions, du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

La valeur des **biens immobiliers** se décompose en celle des bâtiments et celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L'essentiel des plus-values immobilières est affecté aux terrains.

La catégorie des **ménages** inclut les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières et non financières**. Les sociétés financières incluent la Banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les

Encadré 2 À quels agrégats rapporter le patrimoine économique ?

Le **produit intérieur brut (PIB)**, 2 227 milliards d'euros en 2016) est égal à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché.

Le **produit intérieur net (PIN)**, 1 827 milliards d'euros en 2016) s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe, qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le **revenu disponible net** par rapport au **revenu disponible brut**.

Il est plus pertinent de comparer le stock de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital.

institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Le **patrimoine** (ou « **valeur nette** ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers). Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons. Le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir. La dette publique est consolidée : elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations. Elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

Bibliographie

- Humbertclaude S., Monteil F., « Le patrimoine économique national en 2015 – un modeste rebond », *Insee Première* n° 1626, décembre 2016, Insee et Banque de France.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu,
Maquette : B. Rols
Impression : Jouve
Code Sage IP171681
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2017

• *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
<https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :
<https://www.insee.fr/fr/information/2537715>

